

## Opinion



LUIS ROBAYO/AFP

Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

■ L'importance de ce pacte va bien au-delà de l'économie. L'UE et le Mercosur choisissent la coopération plutôt que la concurrence, le partenariat plutôt que la polarisation.

riaux essentiels pour les technologies de demain.

Il s'agit d'un accord qui profite non seulement à l'industrie, mais aussi aux agriculteurs européens. Les exportations de produits agricoles de l'UE devraient croître de près de 50 %. Les pays du Mercosur, quant à eux, reconnaîtront également plus de 350 indications géographiques européennes. Des produits allant du Comté au Prosciutto di Parma en passant par le Cava et la Polska Wodka bénéficieront désormais d'une solide protection juridique dans toute l'Amérique latine. L'accord ouvrira de nouvelles perspectives importantes aux exportations de denrées alimentaires et de boissons de l'UE, tout en veillant à ce que les denrées alimentaires importées dans l'UE respectent nos normes élevées de santé et de sécurité. Et nous avons obtenu des garanties solides pour nos secteurs agroalimentaires sensibles grâce à des mécanismes limitant les importations en provenance du Mercosur, si nécessaire. Cet accord montre que l'ouverture commerciale et la protection des échanges ne sont pas incompatibles et qu'elles sont toutes deux inscrites dans la conception de l'accord. Tous les secteurs de l'économie de l'UE, y compris nos agriculteurs, peuvent donc le soutenir en toute confiance.

L'importance de ce pacte va bien au-delà de l'économie. Il s'agit d'un signal stratégique à l'heure où les blocs géopolitiques se durcissent et où la fragmentation s'accroît. L'UE et le Mercosur choisissent la coopération plutôt que la concurrence,

le partenariat plutôt que la polarisation. L'accord met en évidence la volonté des économies à croissance rapide du monde entier de nouer avec l'Europe des relations fortes en matière de commerce et d'investissement car nous restons un partenaire stable et fiable.

## Liens de confiance

Dans un monde aux prises avec l'incertitude économique et l'éclatement géopolitique, l'UE et le Mercosur s'engagent sur une autre voie – faite de liens de confiance, fondée sur la stabilité et la prévisibilité, avec un vaste marché intégré reposant sur l'état de droit. Nous disposons ainsi d'une plateforme commune pour relever ensemble les grands défis mondiaux de notre époque, depuis la lutte contre le changement climatique et la déforestation jusqu'au renforcement et à la réforme des institutions mondiales.

Cet accord est plus qu'un pacte commercial. Il s'agit d'une déclaration d'intention par des régions partageant les mêmes valeurs, déterminées à façonner une économie mondiale plus ouverte, plus prévisible et plus coopérative. Les négociations ayant débuté en l'an 2000, des générations de dirigeants ont fait avancer ce projet. En le faisant aboutir maintenant, alors que nous connaissons une période de conflit, de fragmentation et de protectionnisme croissant, nous adressons un message clair au monde: le commerce mondial peut encore reposer sur la confiance et sur des intérêts communs et il peut apporter de réels bienfaits à nos citoyens et à nos économies.

## OPINION

## Nos communes méritent un financement juste

■ Nous appelons le gouvernement fédéral à assumer pleinement ses responsabilités et à financer correctement les tâches qu'il nous impose.

Par le collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek-Saint-Jean, **Fabrice Cumps** (bourgmestre d'Anderlecht), **Olivia P'tito** (bourgmestre de Koekelberg), le collège des bourgmestre et échevins/présidente du CPAS de Forest, **Alessandro Zappala** (bourgmestre d'Evere), **Ahmed El Khannouss** (président du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean), **Philippe Close** (bourgmestre de la Ville de Bruxelles), **Jean Spinette** (bourgmestre de Saint Gilles) et **Romain De Reusme** (bourgmestre d'Ixelles).

Aujourd'hui, le sous-financement structurel de nos communes met en danger les services publics auxquels nos citoyens et citoyennes ont droit. Le financement fédéral de nos zones de police, de nos CPAS, des pensions de nos fonctionnaires, ne permet plus de réaliser les tâches imposées par le fédéral. Les mesures déjà décidées et les mesures annoncées par le gouvernement fédéral ne feront qu'aggraver cette situation.

Depuis 2021, nos communes doivent augmenter les dotations à leurs CPAS et zones de police respectifs afin de compenser le manque de financement fédéral. À titre d'exemple, pour une commune de 100 000 habitants, cela représente un surcoût de 8,85 millions en Wallonie, 16,28 millions en Région bruxelloise. Des dépenses supplémentaires qui poussent une commune sur deux à être en déficit.

Ces dernières années, huit communes bruxelloises ont déjà dû augmenter le précompte immobilier. Trois autres communes bruxelloises l'ont augmenté en 2025, et trois communes le feront en 2026. Peu de communes sont encore capables de remplacer les départs en pension. Ces dernières années, certaines communes ont dû décider de réduire de 5 à 10 % leur personnel. La charge de travail pour celles et ceux qui restent, augmente. Plusieurs communes et CPAS ont dû réduire, voire supprimer des services offerts à la population.

La qualité et la continuité du service public sont mises sous pression. Pour les citoyens, cela représente des délais d'attente plus longs pour une carte d'identité, une aide ou la rénovation de leur école. Des rues moins propres, par manque de balayeurs. Pour les personnes âgées, leurs soignants ont moins de temps pour eux. Pour certaines, c'était même la fin de l'aide à domicile ou la privatisation de leur home public. Pour tout le personnel, cela se traduit par plus de tensions avec le public, et plus d'agressions de leurs membres de personnel comme nous avons pu le constater dans plusieurs CPAS. Nous ne pouvons plus continuer comme cela. À cela, on ajoutera les difficultés croissantes pour mener des politi-

ques essentielles de lutte contre le dérèglement climatique et pour en limiter les impacts pour les citoyens et citoyennes.

## Injustice fiscale

La mesure fédérale visant à exclure plus de 184 463 personnes du chômage appauvrira encore davantage nos citoyens et en particulier, les femmes. La facture que nos CPAS et communes devront payer pour ces exclusions se chiffre – à terme – en millions. Ainsi, les mesures fédérales amèneront les communes à devoir couper dans le personnel, supprimer ou privatiser certains services, ou encore augmenter les taxes locales, si ce n'est pas tout cela à la fois. Et pendant ce temps, le gouvernement fédéral se gausse de "ne pas avoir levé de nouvelles taxes". Effectivement, ce sont les communes qui seront obligées de les augmenter pour payer l'aide sociale, le maintien de leurs services publics et l'adaptation de leur territoire. Il n'aura fallu que quelques mois à ce gouvernement fédéral pour saper la solidarité nationale entre communes riches et moins riches, aggravant encore plus l'injustice fiscale entre communes.

Nous, bourgmestres, échevins et échevins, présidentes et présidents de CPAS, appelons le gouvernement fédéral à assumer pleinement ses responsabilités et à financer correctement les tâches qu'il nous impose. Cela commence par un financement structurel à 100 % du revenu d'intégration sociale (au lieu des 70 % actuels), par un financement pérenne des pensions des fonctionnaires locaux. Et par un financement plus équitable de nos zones de police (révision en profondeur de la "norme KUL"), pour qu'un agent de police soit financé de la même manière, qu'il soit wallon, flamand ou bruxellois.

Les communes sont certes le premier échelon de la démocratie et des services au public. Pour préserver ce rôle essentiel, il est temps de leur donner les moyens suffisants. En s'attaquant aux finances des communes, le gouvernement fédéral s'attaque à tous les citoyens.

→ Toutes les notes et références sont à retrouver sur [LaLibre.be](http://LaLibre.be).